

Observatoire KIX sur les
réponses à la COVID-19
dans les systèmes éducatifs
africains

Avril 2021



FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Produit par :

- Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
- Centre International de l'Union Africaine pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (UA/CIEFFA)
- Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC)



Financement de l'éducation en Afrique pendant la pandémie de COVID-19

ADEA, UA/CIEFFA et APHRC

© 2021 ADEA, UA/CIEFFA et APHRC

Ce rapport fait partie d'une série produite par l'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19. L'objectif de ce document est d'informer les décideurs, les bailleurs de fonds et les praticiens de l'éducation des preuves émergentes sur les politiques et pratiques éducatives en réponse à la pandémie en Afrique.

L'utilisation et la diffusion de ce document de synthèse sont encouragées, mais les copies reproduites ne peuvent être utilisées à des fins commerciales. Toute utilisation ultérieure est autorisée selon les termes de la licence Creative Commons.

Citation suggérée

ADEA, UA/CIEFFA, et APHRC (2021). *Financement de l'éducation en Afrique pendant la pandémie de COVID-19*. Abidjan, Ouagadougou, Nairobi : ADEA, UA/CIEFFA, APHRC.

Remerciements

Ce rapport de synthèse a été rédigé par une équipe de chercheurs du Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC) dirigée par Moses Ngware. Parmi les membres figurent Maurice Mutisya, Vollan Ochieng' et John Muchira. Les révisions et les preuves supplémentaires ont été fournies par Albert Nsengiyumva, Shem Bodo, Stefano De Cupis et Mamy Razafimahatratra de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et par Rita Bissoonauth, Simone Yankey-Ouattara et Ian Kaliwo du Centre International de l'Union Africaine pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (UA/CIEFFA). Nous remercions Serhiy Kovalchuk et Hamidou Boukary du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour leur soutien. Enfin, nous tenons à remercier les autres chercheurs de l'APHRC qui ont soutenu la synthèse à différentes étapes, par le biais de séances de réflexion et d'examen internes. Les auteurs assument seuls la responsabilité des opinions exprimées dans ce rapport.

À propos de l'Observatoire

L'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19 est soutenu par le programme Partage de connaissances et d'innovations (KIX) du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), en partenariat avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI). Les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles du GPE, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

L'Observatoire assure le suivi des réponses à la pandémie dans les systèmes éducatifs de 41 pays partenaires du GPE en Afrique et la collecte des données de recherche émergentes sur le sujet. Il se concentre sur l'incidence de la pandémie sur le fonctionnement des systèmes éducatifs et le bien-être des apprenants.

L'Observatoire est mis en œuvre par un consortium composé de l'[ADEA](#) et de l'[UA/CIEFFA](#). Le soutien technique est assuré par l'[APHRC](#) et l'[Institut de statistique de l'UNESCO](#).

Pour de plus amples informations

Site web : www.adeanet.org/fr/observatoire-kix

Contacts : kixobservatory@adeanet.org et kixobservatory@cieffa.org

Photo : GPE/Ludovica Pellicoli, Sierra Leone, janvier 2019.

Table des matières

Résumé	1
1. Introduction	4
2. Priorités en matière d'éducation et sources de financement en réponse à la COVID-19.....	5
<i>Secteurs prioritaires</i>	<i>5</i>
<i>Sources de Financement.....</i>	<i>5</i>
3. Financement de l'éducation dans quelques pays partenaires du GPE en Afrique subsaharienne.....	9
<i>Financement de l'enseignement à distance pendant la fermeture des écoles.....</i>	<i>9</i>
<i>Financement de la formation des enseignants aux technologies d'apprentissage à distance.....</i>	<i>10</i>
<i>Financement de matériel d'approvisionnement en EAH et de ressources connexes pour améliorer la préparation à la réouverture des écoles</i>	<i>11</i>
<i>Financement de l'inclusion des populations vulnérables dans l'éducation.....</i>	<i>12</i>
4. Les défis du financement du secteur de l'éducation.....	15
5. Preuves émergentes sur les répercussions du financement de l'éducation pendant la crise de la COVID-19.....	19
6. Conclusion et recommandations	20
Références.....	22

Résumé

Ce rapport synthétise les données disponibles sur les priorités en matière d'éducation de 41 pays africains partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) dans leur réponse aux répercussions de la COVID-19, et sur la manière dont ces pays ont financé leurs réponses. Il aborde également la manière dont ces mesures répondent aux besoins éducatifs des enfants vulnérables et marginalisés, en particulier les filles, les enfants handicapés et ceux qui vivent dans des zones difficiles à atteindre. Il évalue les lacunes et les défis en matière de financement de l'éducation, ainsi que les preuves émergentes sur ce que les systèmes éducatifs de ces pays vivent en raison de la COVID-19 et des contraintes de financement persistantes. Le rapport conclut sur cinq recommandations destinées aux pays partenaires du GPE et aux acteurs du développement.

Méthodes

À l'aide d'examens rapides de la portée, de la cartographie des preuves et des connaissances spécialisées de l'équipe sur les questions de santé et d'éducation en Afrique subsaharienne (ASS), nous avons suivi les politiques et pratiques de financement de l'éducation et les preuves émergentes sur le sujet. Pour ce faire, nous avons effectué des recherches dans la littérature publiée, les rapports et les données provenant de diverses bibliothèques en ligne, de bases de données sur l'éducation et de sites Web institutionnels clés d'acteurs nationaux, régionaux et mondiaux de l'éducation. Les preuves ont été suivies à l'aide d'un [tableur](#) en direct.

Priorités en matière d'éducation pendant la COVID-19

Les résultats de la synthèse montrent que le financement de l'éducation dans les 41 pays partenaires du GPE s'est principalement concentré sur quatre domaines clés interdépendants :

- L'enseignement à distance pendant les fermetures d'écoles ;
- La formation des enseignants à l'utilisation des technologies d'apprentissage à distance, à la fourniture de l'enseignement et à l'enseignement correctif ;
- La fourniture de matériel d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH), d'équipements de protection individuelle et d'autres ressources pour préparer la réouverture des écoles ; et
- Le soutien aux populations vulnérables comme les enfants ayant des besoins spéciaux, les filles issues des zones marginalisées et les populations de réfugiés.

La proportion du financement consacré à chaque priorité varie d'un pays à l'autre et selon le stade de la réponse. Si les solutions d'apprentissage à distance, notamment au moyen de la radio et de la télévision, ont occupé le devant de la scène pendant les fermetures d'écoles, la réouverture des écoles a plus récemment pris la priorité, car de plus en plus de systèmes éducatifs reviennent à l'apprentissage en classe. En plus des mesures EAH et de protection personnelle, certains financements pour la réouverture des écoles ont permis de soutenir l'extension des infrastructures, comme la construction de salles de classe supplémentaires. Des fonds ont également été nécessaires pour soutenir la formation des enseignants aux technologies d'apprentissage à distance et aux compétences en matière d'enseignement, et plus récemment, aux compétences en matière de rattrapage scolaire. La formation des enseignants s'est également concentrée sur l'apport d'un soutien psychosocial aux apprenants – en particulier les populations vulnérables – qui s'adaptent à la « nouvelle normalité ».

Le financement des réponses éducatives à la COVID-19 a également porté sur des approches de l'éducation sensibles au genre et plus inclusives, notamment pour mieux répondre aux besoins des adolescentes qui risquent le plus de prendre du retard en raison de la pandémie. Dans certains cas, le financement de programmes existants axés sur le genre ou les filles a été orienté pour atténuer les effets négatifs de la COVID-19 sur ces groupes vulnérables.

Les pays partenaires du GPE ont également financé des approches sensibles au genre, protectrices et préventives pour protéger les apprenants de la violence, en mettant particulièrement l'accent sur les filles qui sont exposées au risque de ne pas retourner à l'école.

Sources de financement

Le financement de ces domaines prioritaires de l'éducation provient d'un mélange de sources internes et externes, y compris des réaffectations à l'intérieur des budgets gouvernementaux, des révisions de la programmation et de l'aide des partenaires au développement – principalement le GPE, la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et Education Cannot Wait. La Banque africaine de développement a accordé des subventions ou des prêts à plusieurs pays africains en réponse à la COVID-19, mais ces fonds ne sont pas nécessairement destinés au secteur de l'éducation. La plupart ont reçu des fonds pour planifier des réponses d'urgence à la COVID-19 dans le secteur de l'éducation de la part du GPE et d'autres organismes externes.

Les ménages et les entités du secteur privé ont également joué un rôle dans le financement des réponses éducatives à la pandémie. Les parents paient les frais de scolarité, fournissent des masques et couvrent les repas auparavant fournis par les programmes d'alimentation scolaire. Dans certains cas, les entreprises du secteur privé apportent des contributions en nature. Les fournisseurs d'informations et de technologies, par exemple, se sont associés aux ministères de l'éducation pour fournir du temps d'antenne gratuit pour les émissions scolaires ou les outils d'apprentissage numérique.

Nouvelles preuves sur l'impact du financement de l'éducation pendant la pandémie de COVID-19

Des recherches récentes font état de répercussions tant positives que négatives sur les systèmes éducatifs et les apprenants concernés. Du côté positif, certains pays utilisent leur réponse à la COVID-19 pour répondre aux priorités stratégiques en matière d'éducation, dont notamment l'amélioration des infrastructures et la prise en compte des besoins des groupes vulnérables.

Cependant, l'insuffisance des ressources allouées à l'éducation pendant cette crise entraîne des perturbations importantes dans les systèmes éducatifs et risque de causer des dommages à long terme – notamment la fermeture d'écoles privées à bas prix qui desservent les familles à faibles revenus, entraînant le déplacement des apprenants et la perte d'emploi pour les enseignants.

Les défis du financement des priorités en matière d'éducation

Les pays ont été confrontés à de nombreux défis dans leurs efforts pour financer leurs systèmes éducatifs pendant les fermetures et les réouvertures d'écoles. Voici quelques-uns des principaux défis :

- Des ressources inadéquates pour soutenir la continuité de l'apprentissage pendant les fermetures d'écoles, et préparer les écoles à la réouverture ;
- Une dépendance excessive à l'égard des financements extérieurs pour les interventions d'urgence, notamment dans les économies durement touchées ;
- Les réaffectations budgétaires en faveur de la santé publique qui ont entraîné des coupes dans l'éducation et d'autres secteurs ;
- Le remboursement de la dette et d'autres priorités nationales concurrentes qui entravent le financement de l'éducation ;
- Les défis préexistants qui ont entravé l'allocation de ressources au secteur de l'éducation.

Recommandations

Pour atténuer les défis posés par la pandémie, renforcer la résilience des systèmes éducatifs et favoriser une plus grande inclusion des populations vulnérables, les pays doivent prendre des décisions et des mesures essentielles. Nous recommandons aux pays partenaires du GPE et aux acteurs du développement de prendre les mesures suivantes :

1. Allouer plus de ressources nationales pour créer une durabilité dans le financement des réponses d'urgence.
2. Démontrer comment toutes les réponses de financement d'urgence améliorent l'équité et l'inclusion dans l'éducation.
3. Rechercher et soutenir des investissements majeurs dans les technologies de l'éducation et les infrastructures d'apprentissage à distance dans les zones reculées et les États fragiles où les apprenants n'ont que peu ou pas d'accès à l'apprentissage hors site.
4. Envisager d'annuler les dettes extérieures ou de les conditionner à des aides à l'éducation (par exemple en échangeant la dette extérieure contre des investissements dans l'apprentissage) pour aider les économies en difficulté à canaliser davantage de ressources vers l'équité et l'inclusion dans l'éducation.
5. Assurer un financement direct pour améliorer la capacité humaine des systèmes éducatifs à répondre à des crises comme la COVID-19.

1 Introduction

La déclaration de la COVID-19 en tant que pandémie mondiale en mars 2020 a entraîné la fermeture d'écoles dans le monde entier, affectant quelque 1,6 milliard d'apprenants (UNESCO, 2020a). Alors qu'un retour progressif à l'apprentissage en classe se dessine dans la plupart des pays, des appels sont lancés pour « reconstruire en mieux », c'est-à-dire renforcer les systèmes et les infrastructures d'éducation qui ont été affectés par la pandémie de COVID-19. Ces améliorations nécessiteront toutefois un soutien financier important.

Alors que de nombreux pays africains sont déjà confrontés à des déficits de financement de l'éducation, ce rapport de synthèse documente les défis supplémentaires que la COVID-19 a imposé aux systèmes scolaires et aux apprenants dans 41 pays participant au Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). En plus de classer les domaines de l'éducation que les gouvernements nationaux et les donateurs internationaux ont jugé prioritaires pour le financement afin d'assurer la continuité de l'apprentissage et la réouverture des écoles en toute sécurité, nous examinerons les principales sources de financement pour soutenir ces réponses, ainsi que les lacunes de financement et les défis auxquels des pays sont confrontés. Nous examinerons également ce que les recherches récentes sur le financement de l'éducation, menées principalement par des organisations multilatérales, peuvent nous apprendre sur la façon dont des pays africains réagissent. Selon notre analyse de ces lacunes et défis, une série de recommandations est fournie dans la section 6.

Ce rapport est l'un des nombreux résultats de l'Observatoire sur les réponses à la COVID-19 du programme Partage de connaissances et d'innovations (KIX), qui vise à fournir aux décideurs politiques des pays partenaires du GPE des éléments concrets pour éclairer leurs décisions. L'Observatoire recueille, synthétise et mobilise des données sur les réponses à la COVID-19 dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire des pays partenaires du GPE, en se concentrant à la fois sur le fonctionnement de ces systèmes et sur le bien-être des apprenants. Les politiques et pratiques liées au financement de l'éducation dans les pays partenaires du GPE en Afrique sont suivies, et continuent d'être mises à jour, à l'aide d'un [tableur](#) en ligne.¹ L'Observatoire suit également les recherches émergentes sur les réponses éducatives à la COVID-19, y compris les interventions testées et évaluées.

Les auteurs de ce rapport ont appliqué une approche systématique et exploratoire pour déterminer, rassembler, analyser et synthétiser les informations sur les politiques et les pratiques provenant de sources multiples. Au moyen d'examins de la portée, nous avons cherché à comprendre quelles politiques, pratiques et stratégies de financement passées et émergentes ont été utilisées par les différents pays pour répondre aux défis de l'éducation liés à la COVID-19. Le rapport couvre la période allant d'environ le premier trimestre de 2020, lorsque les écoles ont initialement fermé, jusqu'au premier trimestre de 2021, lorsque la plupart des pays partenaires du GPE ont commencé à rouvrir les écoles.

Les sources d'information comprenaient les documents de planification, de politique et de programmation des :

- Ministères de l'éducation et de la santé des pays partenaires du GPE ;
- Organisations régionales et mondiales, notamment l'Union africaine, les centres régionaux KIX en Afrique, le GPE, le Centre de recherches pour le développement international, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni ;
- Organisations de la société civile participant aux programmes éducatifs, comme Plan International et le Comité international de secours.

¹ Cet outil de suivi de l'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19 est disponible sur le site : <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1Q4fsFK18pVb0aOwYx-Ojlit21AHGn9pa/edit#gid=1775476430>

2

Priorités en matière d'éducation et sources de financement en réponse à la COVID-19

Secteurs prioritaires

Notre analyse des preuves disponibles montre que les efforts de financement dans les 41 pays partenaires du GPE se sont principalement concentrés sur quatre domaines interdépendants (GPE, 2020a-k) :

- L'enseignement à distance pendant la période de fermeture et de réouverture des écoles ;
- La formation des enseignants à l'utilisation des technologies d'apprentissage à distance, à la fourniture de l'enseignement et à l'enseignement correctif ;
- La fourniture de matériel d'approvisionnement en EAH, d'équipements de protection individuelle et de ressources connexes pour préparer la réouverture des écoles ; et
- Le soutien aux populations vulnérables, comme les enfants ayant des besoins spéciaux, les filles provenant des zones marginalisées et les populations de réfugiés.

Sources de Financement

Les pays ont utilisé un mélange de financements nationaux, internationaux, privés et des ménages pour soutenir leurs systèmes éducatifs pendant la pandémie. Selon l'enquête mondiale sur les réponses de l'éducation nationale aux fermetures d'écoles en raison de la COVID-19 (UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020), presque tous les pays (95 %) qui ont répondu ont reçu des fonds supplémentaires – nationaux ou internationaux – pour faire face aux coûts de l'éducation liés à la COVID-19. Dans au moins 75 % des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, la majeure partie de ce financement supplémentaire provenait de l'aide au développement.

Environ 71 % des pays ayant répondu ont consacré des fonds publics supplémentaires pour aider à répondre à la pandémie. Les sources de financement nationales ont inclus la reprogrammation et la réaffectation budgétaire au sein des gouvernements aux ministères de l'éducation, soit dans le cadre de leurs mesures de réponse d'urgence, soit dans le cadre de leur cycle habituel d'allocation budgétaire, avec une disposition spéciale pour les réponses à la COVID-19 dans l'éducation.

Le financement international a pris la forme de subventions ou de prêts provenant, entre autres, du GPE, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et d'organisations de la société civile. Le financement des activités d'éducation pendant la pandémie de COVID-19 a pris la forme de plans axés sur plusieurs domaines de besoins (comme une combinaison de solutions d'apprentissage à distance, de formation des enseignants et de matériel d'approvisionnement en EAH) en même temps, et non sur un seul domaine de besoins. Presque toutes les ententes de financement comprennent un soutien aux solutions d'enseignement à distance.

Traditionnellement, des agences comme le GPE et la Banque mondiale soutiennent à la fois des projets autonomes et les budgets nationaux de l'éducation. Les projets soutenus, nouveaux et en cours, ont été reprogrammés pour répondre à la situation de la COVID-19. Les financements provenant d'organisations non gouvernementales (ONG) et de fondations internationales, telles que Education Cannot Wait, Plan International et le Comité international de secours, ont ciblé des projets précis comme l'éducation des filles et des réfugiés pendant la COVID-19, mais elles travaillent également en étroite collaboration avec les autorités locales d'un pays.

La Banque mondiale est l'un des principaux bailleurs de fonds du secteur de l'éducation en Afrique. Le tableau 1 détaille les financements accordés aux différentes régions en 2020, ainsi que les financements prévus pour 2021.

Au sein de l'Afrique subsaharienne, la plupart des financements de la Banque mondiale en 2020 ont ciblé les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, qui ont représenté 66 % des financements destinés à la région de l'Afrique. Cependant, les projections pour 2021 montrent une réduction de 62 % du financement de l'Afrique de l'Ouest, tandis que les allocations à l'Afrique de l'Est vont presque doubler, avec une augmentation de 98 %. Dans l'ensemble, la région de l'Afrique est confrontée à une baisse de 13 %, ce qui souligne la nécessité de déployer davantage d'efforts pour mobiliser les ressources nationales.

Tableau 1 : Contribution de la Banque mondiale (BM) au secteur de l'éducation, par région

Région	Total des nouveaux engagements en 2020* (en millions \$US)	Total des nouveaux pipelines en 2021*	Changement en %	Part du financement de l'éducation de la BM consacrée à la réponse à la COVID-19 en 2020* (en millions \$US)	Allocation régionale en % du total du financement de la BM à la réponse à la COVID-19 en 2020*
Région de l'Afrique	1 801	1 570	-13 %	467	10 %
Afrique de l'Est	767	1 522	98 %	989	21 %
Afrique de l'Ouest	427	164	-62 %	187	4 %
Asie de l'Est et centrale	379	419	11 %	467	10 %
Amérique latine et Caraïbes	350	200	-43 %	168	4 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	335	473	41 %	782	17 %
Région d'Asie du Sud	1 234	1 836	49 %	1 669	35 %
Total	5 290	6 183	17 %	4 728	100 %

Source : Banque mondiale (2020d)

* Fait référence à l'année fiscale

Le secteur privé, principalement des entreprises à but lucratif, a également apporté des contributions importantes aux réponses à la COVID-19, notamment en nature. Par exemple, dans certains pays partenaires du GPE, des entreprises du secteur de l'information et des technologies se sont associées aux ministères de l'éducation pour fournir du temps d'antenne gratuit pour les émissions scolaires à la radio et à la télévision ; d'autres ont fourni des outils d'apprentissage numériques ou subventionné les coûts d'Internet qui ont amélioré l'accès à l'apprentissage à distance.

Enfin, et surtout, les ménages ont contribué en nature et par des paiements directs à couvrir les frais de scolarité ordinaires et les dépenses supplémentaires liées aux mesures de confinement de la COVID-19 lors de la réouverture des écoles. Pendant les fermetures d'écoles et les confinements obligatoires à l'échelle nationale, les parents sont restés à la maison avec leurs enfants et leur ont fourni de la nourriture, des articles de protection individuelle tels que des masques et des services de garde d'enfants, dans la mesure du possible. Dans les zones précédemment desservies par les programmes d'alimentation scolaire, cette responsabilité a été transférée aux ménages au plus fort des confinements obligatoires dans de nombreux pays partenaires du GPE.

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, le financement de l'éducation avancé par les agences d'aide au développement et le financement complémentaire des gouvernements pendant la pandémie de COVID-19 a largement servi à soutenir les solutions d'enseignement à distance. Par exemple, le financement rapporté a aidé tous les pays membres de l'UA à fournir un enseignement à distance continu au moyen de la radio et de la télévision, qui offrent des conseils et un soutien pédagogique (UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020). Étant donné que jusqu'à 75 % de la population de 25 pays membres de l'UA n'ont pas accès à l'Internet (UNICEF, 2020a), le financement a permis de renforcer la fourniture d'Internet ou de proposer des solutions d'apprentissage de rechange, et de développer les capacités des enseignants pour l'enseignement à distance (gouvernement du Kenya, 2020 ; GPE, 2020d ; gouvernement du Rwanda, 2020 ; Save the Children, 2020). Pour la période de réouverture des écoles, le financement continue de jouer un rôle essentiel en fournissant aux élèves, aux enseignants et aux parents des services de soutien psychosocial et un soutien lié à l'EAH (UNICEF, 2020a).

À titre d'exemple, la figure 1 détaille les principaux domaines de financement de l'aide au développement par le GPE – l'un des principaux bailleurs de fonds de l'éducation en Afrique – et ce que ces fonds soutiennent. La plus grande partie est consacrée à la réouverture des écoles (RE), qui vise à ramener la normalité (poursuite effective de l'apprentissage) dans le système éducatif, tout en créant un espace sûr pour les enfants et en renforçant l'inclusion et l'équité d'accès. Un financement supplémentaire pour le matériel d'approvisionnement en EAH peut être inclus dans la RE. Malgré l'incidence accrue de la violence – en particulier à l'encontre des filles – les aides à l'apprentissage destinées aux populations vulnérables (AA) comme les enfants ayant des besoins spéciaux, les filles issues de zones marginalisées et les populations de réfugiés semblent recevoir la plus faible proportion de financement. Cependant, il se pourrait que le financement des besoins spéciaux soit intégré à d'autres domaines, comme l'équipement des écoles pour l'enseignement à distance et la réouverture, afin de garantir que l'équité soit prise en compte dans toutes les réponses éducatives.

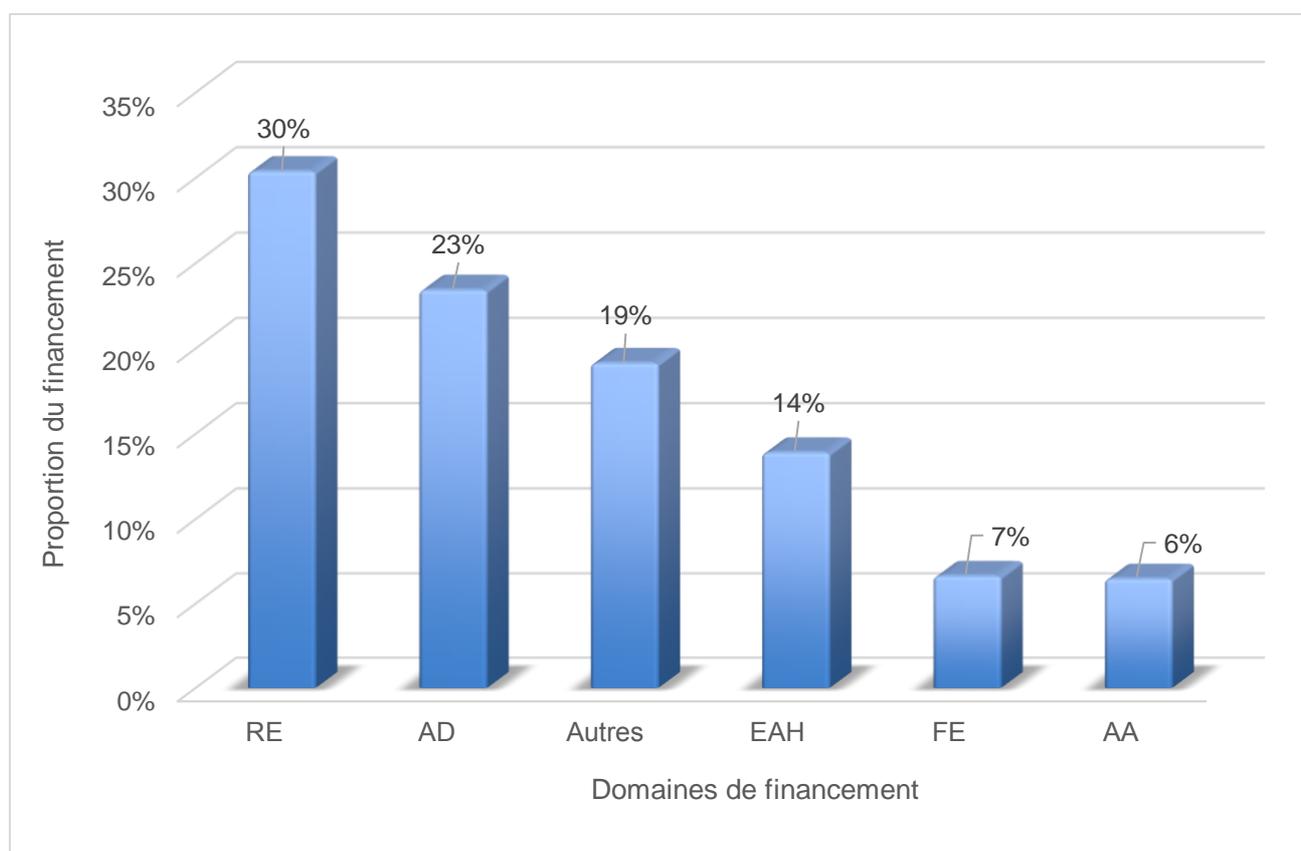


Figure 1 : Domaines de financement du GPE aux pays partenaires en Afrique

Source : GPE (2020a-o)

RE=réouverture de l'école ; **AD**=apprentissage à distance pendant la fermeture de l'école ; **Autres** incluent les activités de suivi et d'évaluation, et d'autres activités/articles non indiqués ; **EAH**=fourniture de matériel d'approvisionnement en EAH, d'équipements de protection individuelle, et de ressources connexes pour aider les écoles à se préparer à la réouverture ; **FE**=formation des enseignants à l'utilisation des technologies d'apprentissage à distance dans la fourniture de l'enseignement; **AA**=appui à l'apprentissage pour les populations vulnérables comme les enfants ayant des besoins spéciaux, les filles des zones marginalisées, et les populations réfugiées.

Même si les gouvernements, les acteurs internationaux, les entités du secteur privé et les ménages ont mobilisé différents montants, ces fonds ne sont pas suffisants pour faire face aux effets de la pandémie sur le secteur de l'éducation et permettre une réouverture des écoles en toute sécurité, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. Comme nous le verrons plus en détail dans la section 4, ces pays ont été confrontés à différents défis en matière de financement de l'éducation, avant et pendant la COVID-19, en fonction de leur stabilité, de leurs sources de financement et de la réorientation des priorités des gouvernements, notamment dans les domaines de la santé et de la protection sociale.

3

Financement de l'éducation dans quelques pays partenaires du GPE en Afrique subsaharienne

Nous examinerons dans cette partie, des exemples de pays donnés qui illustrent la manière dont des stratégies de financement clés, s'appuyant sur des fonds nationaux et externes, ont été mises en place pour soutenir les quatre domaines d'éducation interdépendants pendant la pandémie de COVID-19. Vous trouverez plus de détails sur la portée et l'évolution du financement de la réponse à la COVID-19 dans les 41 pays partenaires du GPE en Afrique dans le [tableur](#) de l'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19.

Financement de l'enseignement à distance pendant la fermeture des écoles

Au début de la fermeture des écoles, les solutions d'apprentissage à distance ont pris le devant de la scène pour assurer la continuité de l'apprentissage. Les pays partenaires du GPE en ASS ont financé divers aspects des solutions d'enseignement à distance avec des ressources qui varient considérablement d'un gouvernement à l'autre. Au Ghana, par exemple, le gouvernement et ses partenaires ont financé le développement de contenus, la conservation et la diffusion de l'enseignement à distance, ainsi que l'amélioration des services de bibliothèque numérique (Banque mondiale, 2020a), tandis qu'au Soudan du Sud, au Kenya et en Zambie, les gouvernements ont soutenu la diffusion de cours par la radio et la télévision, ainsi que l'utilisation de tablettes (GPE, 2020l, m ; ministère de l'Éducation générale, 2020 ; UNESCO, 2020c).

Plusieurs autres pays ont obtenu des financements et mis en place des systèmes pour soutenir l'enseignement à distance :

- ❖ Le **Burkina Faso** a reçu une aide au développement notable de la part du GPE et de Education Cannot Wait, qui a été utilisée pour soutenir l'apprentissage à distance au moyen de la radio et de programmes éducatifs, des technologies de l'information et de la communication (TIC) connexes, en plus de fournir des programmes de rattrapage pour les apprenants, et de soutenir l'apprentissage sur place par l'achat de matériel d'approvisionnement en EAH pour protéger les apprenants. Plus précisément, les fonds du GPE ont été distribués pour soutenir l'apprentissage à distance (2 141 382 \$US) et la réouverture des écoles (5 137 041 \$US), et le retour des filles à l'école recevant 2 220 234 \$US [2]. Bien que le financement de Education Cannot Wait ne détaille pas les montants destinés aux activités précises liées à la COVID-19, il a donné 11,1 millions de dollars US pour soutenir la poursuite de l'apprentissage pour plus de 800 000 enfants et adolescents dans les régions du pays touchées par les fermetures d'écoles en raison de la COVID-19 (Education Cannot Wait, 2021).

- ❖ Les subventions externes du **Cap-Vert** provenant du GPE, par l'UNICEF, a soutenu le renforcement des capacités pour l'utilisation de la radio et des technologies éducatives dans l'apprentissage à distance. Ces projets ont porté sur l'élaboration de contenus éducatifs, le renforcement des capacités des enseignants à utiliser des plateformes numériques, la fourniture de matériel pédagogique pour ceux qui ne peuvent pas accéder à l'apprentissage en ligne, la fourniture de matériel d'approvisionnement en EAH dans les écoles et la fourniture de téléviseurs solaires aux élèves des zones reculées n'ayant pas accès à l'électricité.

Les fonds ont été répartis comme suit : 393 862 \$US pour permettre l'accès à l'enseignement à distance et la rétention des apprenants, y compris la formation connexe de 700 enseignants, le développement de 120 000 ensembles de matériel pédagogique et la fourniture de tablettes pour l'enseignement à distance; 310 112 \$US pour développer 620 ensembles de matériel d'enseignement à distance et les diffuser aux apprenants; 136 049 \$US pour acquérir 20 000 ensembles d'équipements audiovisuels/assistants pour soutenir les familles ayant des enfants à besoins spéciaux; et 83 750 \$US pour soutenir la préparation à la réouverture des écoles en fournissant des ressources d'approvisionnement en EAH. Des frais administratifs de 70 000 \$US sont allés à l'UNICEF, en tant qu'administrateur du programme (GPE, 2020b).

- ❖ Le financement de l'**Érythrée** est utilisé pour promouvoir l'enseignement à distance pour les enfants, au moyen de la radio et de la télévision, et le renforcement des capacités pour permettre aux enseignants et aux autres acteurs de l'éducation de soutenir les apprenants en cas de besoin. Il a également fourni aux étudiants des manuels scolaires et d'autres ressources d'apprentissage. Quelque 270 messages de service public (y compris en langue des signes) sur l'éducation et la santé ont été élaborés et diffusés dans neuf langues ethniques, couvrant plus de 70 % des ondes de la radio et de la télévision nationales. En outre, plus de deux millions d'affiches, d'autocollants et de dépliants sur l'éducation et la COVID-19 ont été distribués aux apprenants, aux écoles et aux établissements de santé (UNICEF, 2020b).

Financement de la formation des enseignants aux technologies d'apprentissage à distance

L'enseignement à distance ayant été utilisé pour soutenir la continuité de l'apprentissage au plus fort de la pandémie de COVID-19, les ministères de l'éducation des pays partenaires du GPE ont alloué certaines ressources financières disponibles pour former les enseignants à l'utilisation de ces technologies et approches, et pour aider les apprenants – y compris les populations vulnérables – à s'adapter à la « nouvelle normalité ». Ce financement a permis de doter les enseignants des compétences nécessaires pour dispenser des cours et accéder à distance à leurs apprenants. En Ouganda, grâce à une collaboration entre l'agence de développement belge Enabel et les écoles normales nationales, les enseignants ont été initiés aux outils, aux pratiques pédagogiques et aux compétences en matière de TIC par le biais du projet Teacher Training Education Sandbox (UKFIET, 2020). Cette formation a permis aux enseignants d'utiliser les technologies éducatives pour l'apprentissage à distance pendant la pandémie, de maintenir la communication avec les élèves et de continuer à exploiter la créativité des élèves pour transmettre le contenu éducatif. D'autres pays où des formations similaires ont été financées sont le Kenya, le Ghana, le Soudan du Sud et la Zambie, pour n'en citer que quelques-uns.

- ❖ La **République centrafricaine** s'est vue attribuer des fonds pour soutenir un large éventail de réponses éducatives à la COVID-19, y compris la fourniture de solutions d'apprentissage à distance au moyen de trousseaux d'apprentissage par radio. Le financement, qui s'étend de la mi-2020 à la mi-2021, couvre l'élaboration d'une programmation radiophonique interactive pour l'apprentissage à distance, ciblant quelque 907 850 étudiants. Cela comprend des programmes de rattrapage, ciblant 81 184 étudiants, et la fourniture de radios solaires pour soutenir l'apprentissage à distance pour 14 951 étudiants dans les zones reculées.

Des trousseaux d'apprentissage sont distribués à 532 120 apprenants dans les écoles publiques pour les préparer à reprendre le travail à la réouverture des écoles. Pour faire face au traumatisme que subissent de nombreux élèves, en particulier les filles, en raison des perturbations scolaires, 6000 enseignants sont également formés à la violence sexiste et à la prise en charge des besoins psychosociaux et de santé mentale des apprenants (GPE, 2020c ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies, 2020).

- ❖ Au **Kenya**, avec le financement de l'aide au développement fourni par le GPE, le ministère de l'éducation et le ministère des TIC (par le Kenya Institute of Curriculum Development) ont fourni une formation à l'apprentissage interactif à distance à 150 000 chefs d'établissement (ou leurs adjoints), enseignants et membres du personnel de soutien aux programmes scolaires (gouvernement du Kenya, 2020 ; Organisation de Coopération et de Développement Economiques [OCDE], 2021). Le financement devrait profiter à environ 60 % des élèves de l'enseignement primaire et secondaire qui bénéficieront d'un enseignement à distance. Il permettra également aux gardiens et aux parents d'acquérir des compétences en matière d'apprentissage à distance, et offrira des services de soutien psychosocial aux étudiants (GPE, 2020e).

Financement de matériel d'approvisionnement en EAH et de ressources connexes pour améliorer la préparation à la réouverture des écoles

À l'heure de la réouverture des écoles, certaines des mesures mises en place à l'échelle mondiale pour limiter la propagation de la COVID-19 comprennent l'éloignement social et le lavage des mains. Alors que les gouvernements décident de rouvrir les établissements d'enseignement (partiellement ou totalement), le matériel d'approvisionnement en EAH tel que l'eau, les désinfectants et les masques de protection est essentiel. L'état de préparation des écoles à recevoir des élèves après leur réouverture dépend de la disponibilité de ce matériel (UNICEF, 2020c). Au Burundi, la contribution de 7 millions de dollars américains de l'UNICEF aux mesures de réponse à la COVID comprend la construction et la fourniture de stations d'approvisionnement en EAH dans les écoles, ainsi que la sensibilisation de la population à la prévention de la COVID-19 (GPE, 2020a). Le soutien financier du Tchad couvert par Education Cannot Wait concerne également les activités de réponse à la COVID-19, comme la construction d'installations d'approvisionnement en EAH (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [HCR], 2020). En Éthiopie, le gouvernement s'est associé à la Banque mondiale pour lever environ 15 millions de dollars américains afin, entre autres, de soutenir l'installation d'équipements d'approvisionnement en EAH et de trousseaux de premiers secours dans les écoles primaires et secondaires publiques (UNICEF, 2020d).

Dans la plupart des pays partenaires du GPE, les programmes d'approvisionnement en EAH en réponse à la pandémie de COVID-19 ont adopté une approche multisectorielle. Par exemple, en Mauritanie, la réponse du pays à la COVID-19 a été principalement dirigée vers les pauvres des zones rurales, dont la participation à l'éducation est faible et devrait s'aggraver en raison de la pandémie. Le ministère de l'Éducation et de la Formation (MEF), en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), facilite l'alimentation d'environ 320 000 et 60 000 apprenants dans les écoles primaires et maternelles respectivement (PNUD, 2020a). La mise en commun des ressources pour répondre aux effets de la pandémie comprend une collaboration intersectorielle : Le MEF travaille avec l'UNICEF et le PAM pour faciliter l'alimentation dans les écoles, et avec le ministère de l'Eau et diverses ONG pour soutenir les programmes d'approvisionnement en EAH dans les écoles (ministère de l'Éducation et de la Technologie du Royaume du Lesotho, 2020).

Les 7 millions de dollars américains de subventions accordés au Togo par l'UNICEF et le GPE couvrent une série de mesures de réponse à la pandémie, notamment la promotion de l'hygiène et la fourniture d'équipements de protections individuelles aux enseignants et aux élèves des écoles publiques. Une partie de cet argent a permis de payer 2 000 masques, 2 000 bouteilles de désinfectant et 100 stations de lavage des mains (UNICEF, 2020e).

- ❖ Le financement des partenaires de la **Sierra Leone** soutient les ressources et les pratiques d'approvisionnement en EAH, ainsi que les initiatives d'apprentissage à distance ciblant un million d'apprenants et 12 000 enseignants. Des ressources d'approvisionnement en EAH ont été fournies à 3 500 écoles pour les aider à se préparer à la réouverture. Les fonds doivent également être utilisés pour évaluer les contributions des solutions d'apprentissage à distance (radio, Internet, télévision, livres et autres matériels de lecture) sur les résultats d'apprentissage. Environ 60 % des bénéficiaires sont ciblés pour cette évaluation (GPE, 2020i).

- ❖ Au **Mozambique**, la Banque mondiale a encouragé une approche collaborative entre différents secteurs – notamment l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement – pour faciliter la réouverture des écoles en toute sécurité. Son projet d'assainissement urbain au Mozambique a permis de financer des fournitures et des mesures d'approvisionnement en EAH, notamment l'amélioration des toilettes pour répondre aux besoins des filles et des personnes handicapées, et la fourniture de serviettes hygiéniques pour les filles (Banque mondiale, 2020b). Le pays a également reçu 140 millions de dollars américains du GPE pour augmenter la scolarisation des filles et soutenir leur passage à différents niveaux d'éducation.

Financement de l'inclusion des populations vulnérables dans l'éducation

Le financement de l'éducation pendant la pandémie de COVID-19 a également dû tenir compte de la diversité des besoins et des caractéristiques des apprenants. Dans la plupart des pays partenaires du GPE, le financement destiné à accroître l'égalité des sexes et l'inclusion dans l'éducation pendant la pandémie est intégré au financement d'autres domaines prioritaires. Par exemple, l'égalité des sexes et l'inclusion ont été prises en compte dans le financement de la formation des enseignants. C'est le cas dans des pays comme le Kenya, le Mali, la République du Congo et le Zimbabwe, où des approches sensibles au genre et inclusives sont mises en œuvre en renforçant la capacité des enseignants à soutenir les adolescentes, notamment en les aidant à faire face à l'hygiène menstruelle (GPE, 2020h,k,n). Ces initiatives ont pour but d'inciter les adolescentes à poursuivre leur apprentissage à la maison et à l'école.

Les programmes existants axés sur le genre ou les filles ont également été renforcés ou étendus pour répondre à leurs besoins éducatifs pendant la pandémie. Au Nigeria, le projet AGILE (Adolescent Girls Initiative for Learning and Empowerment), qui promeut l'enseignement secondaire des filles, a été adapté pour renforcer l'apprentissage à distance (Banque mondiale, 2020c). AGILE combine l'utilisation de la technologie numérique, de la télévision et de la radio pour atteindre les filles dans les zones reculées. Le projet vise à rendre l'environnement scolaire sûr et inclusif, et à améliorer le taux d'achèvement des études secondaires chez les filles issues de milieux à faibles revenus, en augmentant et en améliorant les infrastructures scolaires. AGILE accorde également des bourses d'études aux filles et sensibilise les communautés aux pratiques néfastes qui nuisent à l'éducation et à l'autonomisation des filles.

Au Mali, dans le cadre du budget pour la poursuite de l'apprentissage (2,73 millions de dollars américains) et des préparatifs pour la réouverture des écoles (3,86 millions de dollars américains), le gouvernement et ses partenaires au développement ont financé une approche sensible au genre, protectrice et préventive pour protéger les apprenants de la violence, avec un accent particulier sur les filles, qui sont les plus touchées (GPE, 2020h,k,n). Il s'agit d'un programme de soutien psychosocial qui consiste à envoyer des messages aux adolescentes et à leurs parents sur la manière de favoriser de meilleurs résultats d'apprentissage pour ces filles. Au Zimbabwe, avec un budget de 3,89 millions de dollars, quelque 2 933 écoles à faibles ressources ont été ciblées pour leur permettre de proposer des programmes de rattrapage tenant compte de la dimension de genre. Cette initiative vise à atteindre environ un million d'apprenants issus de familles défavorisées (GPE, 2020k). Le Zimbabwe a également financé une initiative visant à fournir des ressources d'apprentissage en gros caractères, des supports d'apprentissage et un soutien psychosocial à quelque 26 356 apprenants ayant des besoins spéciaux divers, pour un coût de 1,5 million de dollars américains (GPE, 2020k).

Parmi les autres activités qui ont bénéficié d'un soutien financier pendant la pandémie pour renforcer l'égalité des sexes et l'inclusion dans l'éducation, on peut citer :

- Sensibilisation au genre et soutien aux élèves à risque d'abandon scolaire au Bénin (Education International, 2020), dans le cadre de l'aide de 7 millions de dollars américains de la Banque mondiale ;
- 1,5 million de dollars américains de Education Cannot Wait au gouvernement du Cameroun pour assurer la continuité de l'apprentissage des enfants dans les zones touchées par la crise, touchant 3,9 millions d'enfants (dont 2,2 millions de filles) et 8 600 enseignants (dont 60 % de femmes) (Education Cannot Wait, 2020) ; et
- Le Togo a reçu 7 millions de dollars de la part du GPE et de l'UNICEF pour soutenir les programmes de retour à l'école, en particulier pour les filles (GPE, 2020o).

❖ Au **Sénégal**, le programme Girls Out Loud (GOL) a été lancé en 2019 pour créer des espaces numériques sûrs pour les filles (Plan International, 2020). Grâce à des groupes de soutien social sur Facebook, GOL donne aux filles l'occasion d'entrer en contact avec des modèles et des pairs féminins de confiance, de s'informer et de discuter de questions clés concernant leur vie personnelle. Dans un contexte d'éloignement social et de confinement obligatoire, cet espace numérique offre aux filles une connexion permanente avec leurs pairs et un accès à l'information et au soutien social. Il permet aux filles dans le besoin d'envoyer un message privé à un modérateur de groupe. Les modérateurs sont des prestataires formés aux « premiers secours » psychologiques et peuvent orienter les filles vers d'autres services de soutien disponibles. Les pages Facebook du GOL sont également utilisées pour diffuser des informations sanitaires liées à la COVID-19. Les réponses des filles participantes montrent un grand enthousiasme à s'engager dans les activités du programme, et des plans sont en cours pour étendre le GOL à d'autres pays.

❖ Le financement du **Malawi** par le GPE et l'UNICEF a été utilisé pour soutenir les solutions d'apprentissage à distance afin d'atteindre les apprenants des zones marginalisées et des populations vulnérables disposant d'un accès limité à Internet ou à l'électricité. Il offre des solutions d'apprentissage à distance aux enfants des écoles maternelles, primaires et de premier cycle du secondaire au moyen de la radio, de la télévision et de plateformes numériques (GPE, 2020g). La subvention de l'UNICEF soutient précisément 66 993 enfants avec des solutions d'apprentissage à distance ciblant ceux issus de populations marginalisées et vulnérables (UNICEF, 2020f).

- ❖ Le financement des partenaires de la **République du Congo** a également été utilisé pour fournir des solutions d'enseignement à distance dans tout le pays. Les fonds ont permis de financer 327 programmes radio quotidiens et 25 chaînes de télévision pour l'enseignement à distance. Le gouvernement a également utilisé ces fonds pour acheter et distribuer 225 424 cahiers d'exercices dans 11 provinces, et 6 708 radios à énergie solaire pour les enfants vulnérables dans 17 provinces (UNESCO, 2020c). Le financement obtenu auprès de Education Cannot Wait et du programme de développement des capacités pour l'éducation de l'UNESCO soutient l'apprentissage à distance par la radio dans le but d'atteindre plus de quatre millions d'apprenants. Ces fonds ont permis de renforcer les capacités de 120 stations de radio communautaires et de 240 membres du personnel de radiodiffusion et de télévision (GPE, 2020b).

4

Les défis du financement du secteur de l'éducation

La situation du financement de l'éducation de la COVID-19 en Afrique est aggravée par des défis préexistants. Selon la Banque mondiale (2020d), avant même que la COVID-19 ne frappe, 258 millions d'élèves du primaire et du secondaire n'étaient pas scolarisés, et plus de la moitié des enfants de 10 ans des pays à revenu faible ou intermédiaire PFR-PRI) étaient incapables de lire et de comprendre un texte simple. En Afrique subsaharienne, ce chiffre de « pauvreté d'apprentissage » avoisine les 90 % (Banque mondiale, 2020d). Cela souligne la nécessité d'utiliser les leçons émergentes de l'utilisation des solutions d'apprentissage à distance pour atteindre les enfants déscolarisés et non scolarisés, y compris ceux qui peuvent ne pas revenir lorsque l'apprentissage en classe reprendra.

En outre, la perte d'apprentissage est susceptible de créer une demande d'allocations financières plus importantes pour l'éducation. Une analyse de l'incidence de la COVID-19 sur l'apprentissage (Al-Samarrai, 2020 ; Azevedo, 2020) montre que son incidence est susceptible de faire passer 10 enfants scolarisés sur 100 dans la catégorie de la pauvreté éducative dans les PFR-PRI.

Dans tous les pays partenaires du GPE en Afrique subsaharienne, le financement des réponses éducatives à la COVID-19 présente des défis communs. Ces défis sont plus aigus dans les pays qui connaissaient déjà des pénuries de ressources liées au développement en raison d'une série de facteurs. Il s'agit, entre autres, des mauvaises performances économiques et des perturbations des systèmes nationaux de prestation de services (comme au Liberia et les effets d'Ebola); des conflits internes qui ont affaibli la prestation de services du système éducatif (comme au Cameroun et au Soudan du Sud); et des conflits prolongés et de la fragilité (comme dans certaines parties de l'Afrique centrale, le nord du Nigeria et la Somalie). L'apparition de la COVID-19 a exacerbé les problèmes de financement dans ces pays.

Chaque pays du GPE a élaboré un plan de réponse à la COVID-19 chiffré pour le secteur de l'éducation. La figure 2 montre le budget total des plans d'intervention chiffrés au moment de la planification (vers avril-mai 2020) et les fonds internes disponibles à ce moment-là. Nous estimons que les fonds disponibles n'ont été suffisants que pour couvrir environ un quart des ressources nécessaires. Toutefois, la situation a peut-être changé en raison de l'augmentation de l'aide extérieure, notamment de la part du GPE, de la Banque mondiale et de Education Cannot Wait, et des allocations budgétaires internes des gouvernements.

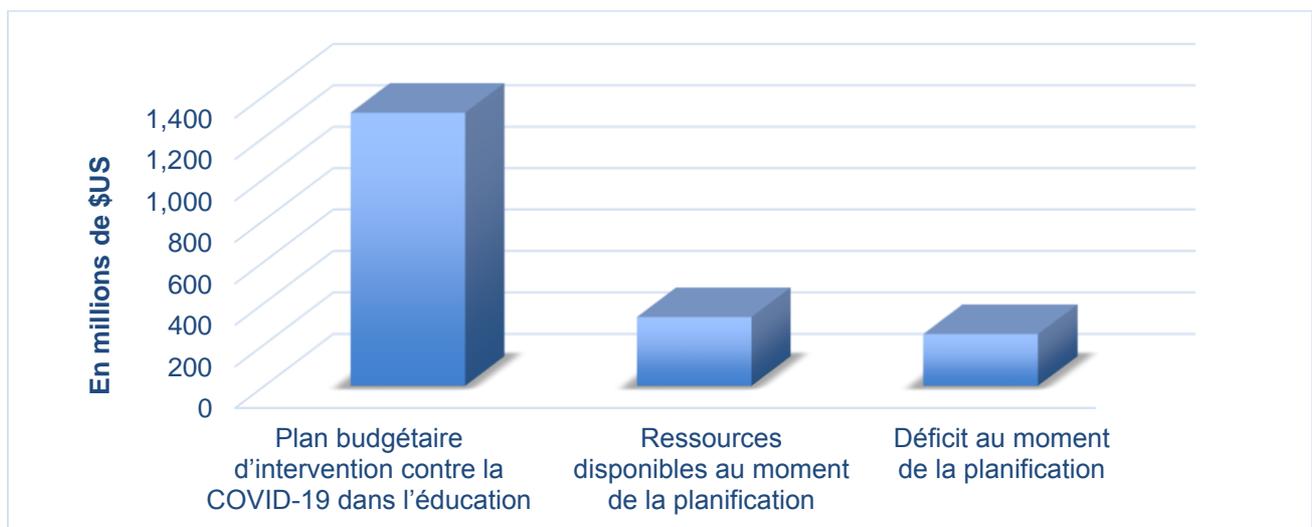


Figure 2 : Pays partenaires du GPE en Afrique : plans budgétaires d'intervention pour l'éducation par rapport aux fonds disponibles

Source : GPE (2020a-o)

Les principaux défis financiers transversaux :

- Des ressources inadéquates pour atteindre tous les enfants qui ont besoin d'infrastructures pour soutenir la continuité de l'apprentissage, la fourniture d'installations d'approvisionnement en EAH et l'expansion des espaces lors de la réouverture des écoles.
- Une dépendance excessive à l'égard des financements extérieurs pour les interventions d'urgence, notamment pour les économies les plus durement touchées. Ces ressources sont ciblées (et parfois réservées) et, bien qu'elles comblerent des lacunes financières critiques, on ne peut s'attendre à ce qu'elles répondent de manière adéquate à tous les besoins en matière d'éducation en temps de crise.
- Les effets modérateurs de la COVID-19 sur la croissance économique dans la majorité des pays, et l'augmentation des déficits budgétaires qui en résulte. Il est probable que cela entraîne une réaffectation du budget aux domaines de la santé publique et des coupes dans des secteurs clés, notamment l'éducation.
- La pression des priorités nationales concurrentes telles que le remboursement de la dette, la santé et la sécurité, et les dépenses récurrentes, comme les salaires du secteur public, qui entravent les réponses financières efficaces dans le secteur de l'éducation.
- D'autres défis préexistants, tels que les conflits ou le manque d'infrastructures de prestation de services.

Même avec le financement déclaré de l'éducation pour l'apprentissage durable pendant la pandémie de COVID-19, les pays partenaires du GPE sont toujours aux prises avec des ressources inadéquates, car les fonds ne répondent que partiellement à leurs besoins définis en matière d'éducation (ADEA, 2020). Cela limite la mise en œuvre à grande échelle des interventions éducatives à tous les niveaux et pour toutes les catégories d'apprenants. Par exemple, en République du Congo, les fonds versés pour soutenir l'apprentissage pendant les fermetures d'écoles en raison de la COVID-19 ont permis de fournir, entre autres, des cahiers d'exercices dans 11 provinces et des radios à énergie solaire pour soutenir les apprenants de ménages vulnérables dans 17 provinces. D'autres provinces, cependant, n'ont pas reçu ce soutien en raison du financement limité. D'autres interventions, comme la distribution de livres et la formation des enseignants, se sont limitées aux capitales provinciales, laissant de côté les apprenants et les enseignants des zones reculées (ACAPS, 2020).

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples clés des défis rencontrés dans certains pays partenaires du GPE en Afrique subsaharienne.

Ghana : Malgré les financements accordés par les institutions nationales de financement du développement et le Partenariat mondial pour les approches axées sur les résultats de la Banque mondiale, complété par le GPE, une proportion importante d'enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas. Atteindre les enfants dans les districts marginalisés reste un défi (Lopez, Nagashima et Ackwerh, 2020). Le financement de l'État et des partenaires au développement se concentre principalement sur le soutien aux écoles publiques. Les écoles privées desservant la population pauvre (définie comme celle qui consacre 10 % de ses revenus à l'éducation) sont confrontées à de nombreux défis financiers et peuvent ne pas offrir un soutien continu aux apprenants pendant la période de la COVID-19 (Niazi et Doorly, 2020).

Liberia : À la mi-2020, seulement 50 % des ressources nécessaires pour répondre à la COVID-19 avaient été réalisées (UNICEF, 2020f). Les effets de la pandémie ont affaibli la croissance économique : elle a frappé au moment où le pays se remettait des effets d'Ébola et d'une inflation sans cesse croissante. Une grande partie de la réponse dépend donc du financement externe, notamment des partenaires au développement.

Compte tenu de la faible pénétration d'Internet, de la radio et de la télévision, la mise en place d'un enseignement à distance pour atteindre les enfants des zones reculées a nécessité d'énormes investissements. Le manque de ressources adéquates risque d'accroître les inégalités en matière d'accès à l'éducation.

Soudan du Sud : Avec l'un des budgets d'éducation les plus bas de la région d'Afrique de l'Est², et affaibli par des années de fragilité, le Soudan du Sud est entravé dans ses efforts pour réaliser une éducation inclusive et équitable (Lahreche et Hobdari, 2020 ; UNESCO, 2020d; UNICEF, 2019). Le début de la crise de la COVID-19 sur fond d'instabilité gouvernementale et de conflit interne signifie que des niveaux élevés de financement seront nécessaires pour atteindre tous les enfants – alors même que le pays est aux prises avec une croissance économique en baisse en raison de la dépréciation des prix du pétrole et de l'augmentation de l'inflation. En raison de la faible pénétration des services radio, il sera difficile de garantir que chaque enfant soit atteint, sans financement adéquat. Le succès de l'initiative prévue « Education on Air », par exemple, dépendra d'un soutien supplémentaire pour fournir des radios aux ménages pauvres.

Cameroun : Avec des niveaux élevés de déplacement interne et de nombreux réfugiés d'Afrique centrale, le Cameroun manque également de systèmes gouvernementaux harmonisés pour fournir une éducation de qualité aux niveaux pré-primaire et primaire pour tous. La réponse aux effets de la COVID-19 compromet davantage le financement des services éducatifs essentiels. En particulier, les ressources du pays sont insuffisantes pour relever les principaux défis liés à l'accès, à l'efficacité et à l'équité, et la COVID-19 risque d'aggraver ces inégalités (Banque mondiale, 2020e). Le défi est aggravé par les cas signalés de détournement de fonds dans l'éducation et d'autres secteurs pendant la crise de COVID-19 (Atabong, 2020).

Burkina Faso : En l'absence d'un système complet d'identification civile et de registre social, le Burkina Faso a du mal à fournir des transferts en espèces aux ménages vulnérables et aux écoles accueillant les apprenants les plus vulnérables pour soutenir l'éducation, la santé publique et d'autres mesures de sécurité (Banque mondiale, 2020f). Cette situation a été aggravée par les conflits persistants dans le pays, qui ont fait échouer tous les efforts visant à mettre en place un système d'identification et de registre social solide. Par exemple, une récente crise sécuritaire a entraîné la fermeture de plus de 2 300 écoles et le déplacement de plus d'un million de personnes. Avec les attaques croissantes contre les établissements d'enseignement, les étudiants et les enseignants ont subi de graves conséquences. Plus de 400 000 apprenants ont vu leur éducation interrompue en raison de la fermeture d'écoles motivée par le conflit (Education Cannot Wait, 2021).

République centrafricaine : Les niveaux élevés de la dette intérieure et extérieure limitent la capacité de la République centrafricaine à financer ses initiatives de développement tout en répondant à la COVID-19 et à d'autres urgences. Si ces dettes diminuent lentement et devraient rester viables à moyen terme (Banque mondiale, 2020g), elles laissent peu de ressources financières à réaffecter pour répondre à la pandémie. Le pays compte sur le soutien financier interne et externe pour les réponses à la COVID-19 dans les domaines de la santé, de l'éducation et d'autres secteurs sociaux qui ont besoin d'être soutenus (Banque mondiale, 2020g).

Comores : Alors qu'elles ont reçu une aide financière pour soutenir les réponses liées à l'éducation pendant la période de la COVID-19, les Comores n'ont pas les capacités humaines suffisantes pour répondre à une crise de cette ampleur. Le pays dispose de peu de partenaires au développement internationaux résidents pour soutenir sa trajectoire de redressement et l'aider à renforcer sa résilience, à travers une forte capacité locale pour des mécanismes de réponse appropriés (PNUD, 2020b). Même avec de bonnes possibilités de financement, le manque de ressources humaines qualifiées remet en cause la mise en œuvre par le pays de ses réponses éducatives (et sanitaires) à la pandémie, ainsi que sa capacité à étendre la mise en œuvre des solutions.

² Quelque 58 millions de dollars américains pour l'exercice 2018-2019 aux taux de change actuels.

Tanzanie : En plus du manque de transparence de la Tanzanie dans le traitement de la COVID-19, un décret présidentiel interdit aux filles enceintes de poursuivre leur éducation de base, citant une loi de 1960 et les directives de la politique d'éducation de 2002 pour l'expulsion des étudiants pour « infractions contre la moralité » (Human Rights Watch, 2020a). Pendant les fermetures d'écoles en raison de la COVID-19, on a constaté une augmentation de la violence à l'encontre des filles et une hausse des grossesses chez les adolescentes (World Vision International, 2020). Compte tenu de cette exclusion, la Tanzanie n'est pas en mesure d'obtenir des ressources financières pour soutenir le retour des filles dans l'enseignement ordinaire – pendant la période de la COVID-19 et au-delà. Cette directive présidentielle compromet les progrès du pays sur son engagement à faire progresser l'éducation pour tous, et la réalisation de l'objectif de développement durable 4. Il est extrêmement difficile pour les partenaires de l'éducation en Tanzanie de promouvoir une éducation équitable et inclusive à un moment où un tel soutien est cruellement nécessaire pour atténuer les effets négatifs de la COVID-19 (Human Rights Watch, 2020b). Les partenaires au développement ont retardé le soutien financier au secteur de l'éducation en raison de la politique de la Tanzanie concernant la scolarisation des filles enceintes. Au début de l'année 2020, la Banque mondiale a retardé le versement d'un prêt de 500 millions de dollars américains pour l'éducation au pays (UNESCO, 2020e). En Afrique subsaharienne, World Vision estime que plus de 10 milliards de dollars américains de PIB pourraient être perdus si les mères adolescentes n'ont pas la possibilité de retourner à l'école après la fermeture des écoles (World Vision International, 2020).

5

Preuves émergentes sur les répercussions du financement de l'éducation pendant la crise de la COVID-19

Malgré les difficultés, certains éléments indiquent que la réponse de l'éducation à la COVID-19 peut avoir des effets positifs dans l'ensemble. Les recherches menées par la Banque Mondiale indiquent que certains progrès ont été réalisés dans le financement des domaines où les besoins sont critiques pendant la pandémie, afin de permettre aux élèves de continuer à apprendre et d'aider les écoles à se préparer à une réouverture en toute sécurité. Pour ce faire, elle a mis davantage l'accent sur les solutions d'apprentissage à distance et les installations d'approvisionnement en EAH – prenant en compte les populations vulnérables, notamment les enfants ayant des besoins spéciaux et les filles issues de milieux à faibles revenus. Des pays comme le Rwanda et l'Éthiopie ont profité de leur réponse à la COVID-19 pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure tels que la construction de salles de classe afin de réduire la surpopulation et d'améliorer l'éloignement social. Cela laisse entendre que certains pays partenaires du GPE financent la mise en œuvre des aspects de leurs plans stratégiques qui répondent le mieux aux défis posés par la COVID-19 (GPE, 2020b ; Banque mondiale, 2020b).

En revanche, une étude récente de l'UNICEF met en évidence les dommages potentiels à long terme que peut produire le manque de ressources pour l'éducation. Il souligne que les fermetures d'écoles en raison de la COVID-19 ont provoqué des perturbations du marché de l'éducation, mettant en péril la continuité de l'apprentissage pour des millions d'enfants au bas de la pyramide des revenus qui ont accès à des écoles privées à bas prix (Alam et Tiwari, 2021). Selon le rapport, certaines de ces écoles payantes pourraient fermer définitivement, ce qui entraînerait un déplacement des apprenants et une éventuelle augmentation des inscriptions dans les écoles publiques voisines. Cela se traduira également par une perte d'emploi pour les enseignants, exacerbant ainsi le problème d'emploi existant dans de nombreux pays où les écoles privées à bas prix sont courantes. Cela nécessite des interventions fiscales de la part des gouvernements pour soutenir le secteur des écoles privées, car il complète l'offre d'écoles dans le secteur public.

De nouvelles données montrent également que les parents et les prestataires de services éducatifs du secteur privé ont un rôle clé à jouer dans le financement de l'éducation au cours de cette période de la COVID-19. Par exemple, en Éthiopie, dans le but de réduire la pression sur les écoles publiques (due aux transferts en provenance des écoles privées où les familles avaient du mal à effectuer les paiements), le gouvernement a demandé aux écoles privées de trouver des moyens de suspendre le paiement des frais et de donner aux parents le temps de trouver un moyen de payer (Banque mondiale, 2020b). Des données anecdotiques provenant du Kenya montrent que des discussions similaires sur le financement entre les parents et les prestataires de services éducatifs du secteur privé ont lieu.

Les efforts de financement de l'éducation se sont principalement concentrés sur quatre domaines clés interdépendants décrits dans les plans élaborés par les gouvernements pour répondre aux perturbations de la COVID-19. Ces domaines comprennent le passage à l'apprentissage à distance pendant les fermetures d'écoles, la formation des enseignants à l'utilisation des technologies d'apprentissage à distance et à la prestation de services d'enseignement pour mieux soutenir leurs apprenants, la fourniture d'installations d'approvisionnement en EAH alors que les écoles se préparent à rouvrir, et le soutien aux populations vulnérables telles que les enfants ayant des besoins spéciaux, les filles des zones marginalisées et les populations réfugiées.

Les fonds destinés à soutenir ces domaines et d'autres domaines d'intervention proviennent à la fois des allocations budgétaires du gouvernement, y compris de la reprogrammation, et de l'aide des partenaires au développement, principalement le GPE, la Banque mondiale, l'UNICEF et Education Cannot Wait. Une réponse largement financée à la COVID-19 a été le passage à des solutions d'apprentissage à distance pour assurer la continuité de l'apprentissage pendant les fermetures d'écoles. Pour la réouverture des écoles, la plupart des budgets soutiennent les activités liées à l'EAH. Dans quelques pays, les infrastructures telles que les salles de classe ont été financées à la fois par les gouvernements et par la philanthropie privée.

L'ampleur des investissements dans la continuité de l'apprentissage varie considérablement d'un gouvernement à l'autre, dictée par les aspects des solutions d'apprentissage à distance financées. Par exemple, au Ghana, le gouvernement et ses partenaires ont financé le développement, la conservation et la diffusion de contenus pour l'apprentissage à distance, ainsi qu'une bibliothèque numérique améliorée, tandis qu'au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Kenya, au Soudan du Sud et en Zambie, les gouvernements ont soutenu la diffusion de cours par la radio, la télévision et l'utilisation de tablettes. Les différents gouvernements ont compris que si la pandémie a touché les garçons et les filles, les effets sur la scolarisation et le bien-être sont potentiellement très différents, les filles risquant fortement de prendre du retard. Par conséquent, la quasi-totalité des budgets dans les quatre domaines prioritaires ont intégré l'inclusion pour s'assurer que les enfants issus de milieux marginalisés et à faibles revenus – en particulier les filles – ne sont pas laissés pour compte. La République centrafricaine, par exemple, a soutenu la formation des enseignants sur la violence sexiste, ainsi que le soutien psychosocial, afin de répondre aux besoins spécifiques des adolescentes.

Les principaux défis financiers rencontrés dans les pays partenaires du GPE comprennent le problème endémique de l'insuffisance des ressources pour répondre aux besoins existants, la dépendance excessive à l'égard des financements externes pour les interventions d'urgence, les réaffectations budgétaires pour soutenir le secteur de la santé publique durement touché, le remboursement de la dette et d'autres priorités nationales concurrentes, ainsi que les défis financiers et autres préexistants qui ont entravé l'allocation de ressources au secteur de l'éducation.

De cette synthèse ressortent les recommandations suivantes en matière de politique :

1. Davantage de ressources nationales sont nécessaires pour créer une durabilité dans le financement de la réponse d'urgence. Ces ressources pourraient provenir d'une reprogrammation dans les cadres disponibles et de partenariats avec des entrepreneurs locaux, notamment des fournisseurs de services de solutions d'apprentissage à distance.
2. Étant donné l'importance de l'équité et de l'inclusion dans l'éducation, comme l'un des principaux objectifs à long terme des systèmes éducatifs en Afrique, les gouvernements et les partenaires financiers devraient démontrer de manière adéquate comment leurs mécanismes de financement amélioreront l'éducation de leurs apprenants les plus vulnérables. En particulier, les financements doivent atteindre les enfants vivant avec un handicap, les filles risquant d'être exposées à la violence, ainsi que les enfants et les jeunes vivant dans des zones éloignées, marginalisées ou fragiles.

3. D'énormes investissements publics et privés dans les technologies de l'éducation et les infrastructures d'apprentissage à distance (telles que la bande passante Internet) sont nécessaires, en particulier dans les lieux géographiques éloignés et dans les États fragiles où les apprenants n'avaient que peu ou pas d'accès à l'apprentissage hors site pendant les fermetures d'écoles. Cela permettra non seulement de soutenir les enfants non scolarisés en leur offrant d'autres voies d'apprentissage, mais aussi d'améliorer la résilience des systèmes éducatifs et leur préparation aux futures perturbations de l'apprentissage sur place.
4. L'annulation ciblée ou conditionnelle de la dette extérieure (telle que l'échange de la dette extérieure contre l'apprentissage) devrait être envisagée pour aider les économies en difficulté à canaliser davantage de ressources vers l'équité et l'inclusion dans l'éducation pendant la crise de la COVID-19. La conditionnalité est essentielle pour garantir que les fonds atteignent les plus vulnérables, notamment les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers, les filles exposées à la violence et au risque de ne plus retourner à l'école, ainsi que les enfants et les jeunes des zones difficiles à atteindre. Une telle considération pourrait déclencher une plus grande allocation des ressources nationales pour améliorer l'inclusion dans l'éducation.
5. Le financement de l'amélioration des capacités humaines au niveau du système contribuerait grandement à renforcer la réponse aux crises et la gestion d'après-crise des services éducatifs perturbés. Un tel financement – qui a été rarement observé dans notre recherche – pourrait améliorer la résilience du système, la préparation et la planification de la continuité de l'apprentissage d'une manière qui réduit au minimum les effets négatifs des défis éducatifs existants, en particulier sur l'équité et l'inclusion.

Références

- ACAPS (2020). Education & child protection challenges in Eastern DRC: Impact of COVID-19, conflict and policy reform. ACAPS.
https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20201019_acaps_covid-19_thematic_series_on_education_drc_eastern_provinces.pdf
- ADEA (2020). Delivering education at home in African member states amid the COVID-19 pandemic: Country status report. ADEA.
http://www.adeanet.org/sites/default/files/report_education_at_home_covid-19.pdf
- Alam, A. & Tiwari, P. (2021). Tiwari Implications of COVID-19 for Low-cost Private Schools, UNICEF Issue brief no. 8.
https://www.unicef.org/globalinsight/media/1581/file/UNICEF_Global_Insight_Implications_covid-19_Low-cost_Private_Schools_2021.pdf
- Al-Samarrai, S. (2020). The impact of the COVID-19 pandemic on education financing. The World Bank Group. <http://pubdocs.worldbank.org/en/734541589314089887/Covid-and-Ed-Finance-final.pdf>
- Atabong, A.B. (2020). Cameroon is not learning the governance lessons offered by COVID-19. <https://mg.co.za/africa/2020-08-27-cameroon-is-not-learning-the-governance-lessons-offered-by-covid-19/>
- Azevedo, J.P. (2020). How could COVID-19 hinder progress with Learning Poverty? Some initial simulations. World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/education/how-could-covid-19-hinder-progress-learning-poverty-some-initial-simulations>.
- Education Cannot Wait (2020). Education Cannot Wait Expands its Education in Emergency Covid-19 Response to Include 3.9 Million Children and Youth in Cameroon. Education Cannot Wait. Available from <https://www.educationcannotwait.org/education-cannot-wait-expands-its-education-in-emergency-covid-19-response-to-include-3-9-million-children-and-youth-in-cameroon/>
- Education Cannot Wait (2021). Education Cannot Wait and partners launch multi-year education programme to deliver education to over 800,000 children affected by crises in Burkina Faso. <https://www.educationcannotwait.org/education-cannot-wait-and-partners-launch-multi-year-education-programme-to-deliver-education-to-over-800000-children-affected-by-crisis-in-burkina-faso/>
- Education International (2020). Benin: joint action by education unions on COVID-19 prevention along with inclusive education and boosting union leadership role. Education International. Available from <https://www.ei-ie.org/en/detail/16902/benin-joint-action-by-education-unions-on-covid-19-prevention-along-with-inclusive-education-and-boosting-union-leadership-role>.
- Government of Kenya (2020). Kenya GPE Covid-19 Learning Continuity in Basic Education: Stakeholder Engagement Plan (SEP). Ministry of Education.
https://www.education.go.ke/images/GPE_PRIEDE/Stakeholder_Engagement_Plan_SEP_KENYA_GPE_COVID_19_LEARNING_CONTINUITY_IN_BASIC_EDUCATION_PROJECT_P174059_Disclose.pdf
- Government of Rwanda (2020). Towards Achieving Adequate School Infrastructure and Equipment. Ministry of Education. Available from https://www.mineduc.gov.rw/updates/news-details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=9752&cHash=7afbe9d42a2216ed8ac2c4a199e2c6ec

- GPE (2020a). Support program for the implementation of response plan for educational continuity in Burkina Faso. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-06-requete-financement-accelere-covid-19-document-programme-burkina-faso.pdf>
- GPE. (2020b, December). GPE approves record US\$300 million in grants for the Central African Republic, Ethiopia, and Mozambique. Available from <https://www.globalpartnership.org/news/gpe-approves-record-us300-million-grants-central-african-republic-ethiopia-and-mozambique>
- GPE (2020c). Educational System Response Program for Covid-19 In Central African Republic. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2008%20COVID-19%20AFF%20Request%20Central%20African%20Republic%20-%20Verified.pdf>
- GPE (2020d). Prevention and mitigation of the impacts of COVID-19 on education in Comoros (2Pi2C). GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-11-requete-financement-covid-19-document-programme-union-comores.pdf>
- GPE (2020e). KENYA GPE COVID 19 Learning Continuity in Basic Education Project. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2008%20COVID-19%20AFF%20Request%20Kenya%20-%20Verified.pdf>
- GPE (2020f). Provision of Alternative Solutions to Continue Learning in a Safe and Protective Environment for 13.9 Million Children and Adolescents aged 3-15 years old Affected by COVID-19 in the Democratic Republic of Congo. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2007%20COVID-19%20AFF%20Request%20DRC%20.pdf>
- GPE (2020g). Malawi Covid-19 Education Sector Response. GPE. Available from https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-05-COVID-19%20AFF%20Request%20Malawi_0.pdf
- GPE (2020h). Education Sector Response to Covid-19 Mali for Accelerated Funding for The Covid-19 Response of Global Partnership for Education. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-07-requete-financement-accelere-covid-19-document-programme-mali.pdf>
- GPE (2020i). Sierra Leone Covid-19 Education Emergency Response. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-06-10-application-and-program-document-covid-19-accelerated-funding-sierra-leone-may-2020.pdf>
- GPE (2020j). GPE-COVID Response Support Program. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2009%20COVID-19%20AFF%20Request%20Tanazania%20Mainland%20-%20Verified.pdf>
- GPE (2020k). Zimbabwe COVID-19 Accelerated Funding to Support the Education Sector. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020%2007%20COVID-19%20AFF%20Request%20Zimbabwe%20-%20Verified.pdf>
- GPE (2020l). South Sudan: COVID-19 Response. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/where-we-work/south-sudan>

- GPE (2020m). Zambia: COVID-19 Response. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/where-we-work/zambia>
- GPE (2020n). Fast-Track COVID-19 Response Funding to Support the Education Sector of the Democratic Republic of Congo. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/fr/content/lettre-dapprobation-du-financement-accelere-covid-19-en-faveur-de-la-republique>
- GPE (2020o). Togo: COVID-19 Response. GPE. Available from <https://www.globalpartnership.org/where-we-work/togo>
- Human Rights Watch (2020a). Tanzania: Q & A on Ban on Pregnant Girls and World Bank Education Loan. <https://www.hrw.org/news/2020/04/24/tanzania-q-ban-pregnant-girls-and-world-bank-education-loan>.
- Human Rights Watch (2020b). Tanzania: World Bank Okays Discriminatory Education Loan. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2020/04/02/tanzania-world-bank-okays-discriminatory-education-loan>.
- Kingdom of Lesotho Ministry of Education and Technology (2020). Education Sector Response Plan for Novel Coronavirus (COVID-19). Ministry of Education and Technology (MoET). Available from <http://education.org.ls/assets/storage/Education-Sector-Response-Plan-for-Novel-Coronavirus-COVID-19.pdf>
- Lahreche, A., & Hobdari, N. A. (2020). Four Things to Know About How Fragile States Like South Sudan Are Coping With COVID-19. IMF African Department. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/11/19/na112020-four-things-to-know-about-how-fragile-states-like-south-sudan-are-coping-with-covid19>.
- Lopez, J., Nagashima, Y. & Ackwerh, E.Y, (2020). Reintegrating Out-of-School Children into Ghana's Formal Education System. World Bank Blogs. <https://blogs.worldbank.org/education/reintegrating-out-school-children-ghanas-formal-education-system>
- Ministry of General Education (2020). Education Contingency Plan for Novel Coronavirus (COVID-19). Lusaka: Ministry of General Education (MoGE). Available from <http://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/moge-novel-coronavirus-covid-19-response-and-recovery-plan-2020-final.pdf>
- Niazi, M., & Doorly, D. (2020). Estimating the Impact of COVID-19 on the Non-State Education Sector in Low- and Middle-Income Countries. Global Schools Forum. https://cdn.ymaws.com/www.globalschoolsforum.org/resource/resmgr/resources/v2report_estimating_the_impact.pdf
- OECD (2021). Tackling coronavirus (COVID-19): Contributing to a global effort. OECD. Available from <https://www.oecd.org/coronavirus/country-policy-tracker/>
- Pham, M.T., Rajić, A., Greig, J.D., Sargeant, J.M., Papadopoulos, A., & McEwen, S.A. (2014). A scoping review of scoping reviews: advancing the approach and enhancing the consistency. *Research synthesis methods*, 5(4), 371-385.
- Plan International (2020). Innovations: Girls Out Loud - Digital spaces are helping girls learn about their rights and take the lead on discussions about gender issues. A blog available from <https://plan-international.org/approach/innovation-girls-out-loud>.

- Save the Children (2020). Zimbabwe Education Cluster Humanitarian Response & COVID-19. Save the Children. Available from https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/zimbabwe_education_cluster_situation_report_10_07.09.2020.pdf
- UKFIET (2020, August). Enabling the Continuity of Learning in Uganda: The Impact of the COVID-19 Pandemic on the Education System. Available from <https://www.ukfiet.org/2020/enabling-the-continuity-of-learning-in-uganda-the-impact-of-the-covid19-pandemic-on-the-education-system/>
- UNDP (2020a). Assessment of the Socio-Economic Impact of COVID-19 on the Kingdom of Lesotho. UNDP. Available from <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/UNDP-rba-Lesotho-Socio-Economic-Assessment2020.pdf>
- UNDP (2020b). COMOROS: Support to the National Response to Contain the Impact of COVID-19. UNDP. <https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/undp-rba-covid-comoros-apr2020.pdf>
- UNESCO (2020a). Global Monitoring of School Closures caused by COVID-19. UNESCO. Available from <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>
- UNESCO (2020b). CapED launches COVID-19 Education Responses in 17 countries. UNESCO. Available from <https://en.unesco.org/news/caped-launches-covid-19-education-responses-17-countries>
- UNESCO (2020c). UNESCO-Ministry of General Education and Instruction (MoGEI) Partnership for Education on Air in South Sudan. UNESCO. Available from <https://en.unesco.org/news/unesco-mogei-partnership-education-air-south-sudan>
- UNESCO (2020d). UNESCO-MoGEI Partnership for Education on Air in South Sudan. <https://en.unesco.org/news/unesco-mogei-partnership-education-air-south-sudan>.
- UNESCO (2020e). COVID-19 Education Response: How many students are at risk of not returning to school? <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373992>
- UNESCO, UNICEF & World Bank (2020). Survey on National Education Responses to COVID-19 School Closures, round 2. Paris, New York, Washington D.C.: UNESCO, UNICEF, World Bank. Available from http://tcq.uis.unesco.org/wp-content/uploads/sites/4/2020/10/National-Education-Responses-to-COVID-19-WEB-final_EN.pdf
- UNHCR (2020). Supporting Continued Access to Education During COVID-19: Emerging Promising Practices. UNHCR. Available from <https://www.unhcr.org/5ea7eb134.pdf>
- UNICEF (2019). Education budget brief: South Sudan 2019. <http://www.mofep-grss.org/wp-content/uploads/2019/09/UNICEF-South-Sudan-2019-Education-Budget-Brief.pdf>
- UNICEF (2020a). Promising practices for equitable remote learning: Emerging lessons from COVID-19 education responses in 127 countries. UNICEF. Available from <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IRB%202020-10.pdf>
- UNICEF (2020b). UNICEF applies innovative strategies for COVID-19 response in Eritrea. UNICEF. Available from <https://reliefweb.int/report/eritrea/unicef-applies-innovative-strategies-covid-19-response-eritrea>
- UNICEF (2020c). Burundi Budgetary Analysis Education: 2019/2020. UNICEF. Available from <https://www.unicef.org/esa/media/5821/file/UNICEF-Burundi-2019-Education-Budget-Brief-EN.pdf>

- UNICEF (2020d, October). The case for safely reopening schools in Ethiopia. UNICEF. Available from <https://www.unicef.org/ethiopia/stories/case-safely-reopening-schools-ethiopia>
- UNICEF (2020e, June). Togo COVID-19 Situation Report – #07. Available from <https://www.unicef.org/media/82581/file/Togo-COVID19-SitRep-24-June-2020.pdf>
- UNICEF (2020f). Malawi COVID-19 Situation Report. UNICEF. Available from <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Malawi%20COVID-19%20Situation%20Report%20-%20for%2020-26%20August%202020.pdf>
- UNICEF (2020g). UNICEF Liberia Covid-19 Situation Report. <https://www.unicef.org/media/82496/file/Liberia-COVID19-SitRep-31-July-2020.pdf>
- UN-OCHA (2020). Central African Republic: Finally, back to school. UN OCHA. Available from <https://reports.unocha.org/en/country/car/card/3uAzeWsox8/>
- World Bank (2020a). Ghana Accountability for Learning Outcomes Project (GALOP) Additional Financing. World Bank. Available from <https://ewdata.rightsindevelopment.org/files/documents/82/WB-P173282.pdf>
- World Bank (2020b). In times of COVID-19, the future of education depends on the provision of water, sanitation, and hygiene services. Available from <https://blogs.worldbank.org/water/times-covid-19-future-education-depends-provision-water-sanitation-and-hygiene-services>.
- World Bank (2020c). Nigeria to Boost Support for Keeping Adolescent Girls in School. Available from <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/07/28/nigeria-to-boost-support-for-keeping-adolescent-girls-in-school>
- World Bank (2020d). The World Bank's Education Response to COVID-19: Overview of December 2020. Available from: <https://pubdocs.worldbank.org/en/487971608326640355/External-WB-EDU-Response-to-COVID-Dec15FINAL.pdf>
- World Bank (2020e). World Bank Provides \$45 Million to Strengthen COVID-19 Response and Reforms in the Education Sector in Cameroon. World Bank. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/12/01/world-bank-provides-45-million-to-strengthen-covid-19-response-and-reforms-in-the-education-sector-in-cameroon>.
- World Bank (2020f). Burkina Faso COVID-19 Crisis-Response DPF. World Bank. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/520401608346927943/pdf/Burkina-Faso-COVID-19-Crisis-Response-Development-Policy-Financing.pdf>
- World Bank (2020g). The Central African Republic in Times of COVID-19: Towards a Diversified and more Resilient Economy. World Bank. <https://www.worldbank.org/en/country/centralafricanrepublic/publication/la-republique-centrafricaine-a-lheure-de-la-covid-19-diversifier-leconomie-pour-renforcer-la-resilience-et-favoriser-la-croissance>
- World Vision International (2020). COVID-19 Aftershocks - Access denied: Teenage pregnancy threatens to block a million girls across Sub-Saharan Africa from returning to school. <https://www.wvi.org/stories/ghana/teenage-pregnancy-during-covid-19-lockdowns-may-keep-1-million-girls-out-school>.